

Un an après, le Mouvement vert en République islamique d'Iran

Fariba Adelkhah

► **To cite this version:**

Fariba Adelkhah. Un an après, le Mouvement vert en République islamique d'Iran. Sociétés politiques comparées, 2010, pp.1-20. hal-01023844

HAL Id: hal-01023844

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01023844>

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



n°24, avril 2010

Fariba Adelhah

Directrice de recherche à SciencesPo-CERI

Un an après, le Mouvement vert en République islamique d'Iran

L'élection présidentielle du 12 juin 2009 en Iran s'est soldée par une mobilisation sociale et politique sans précédent depuis la Révolution de 1979. La campagne elle-même a été passionnée et a donné lieu à des joutes télévisées très dures entre le Président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, et les autres candidats, notamment Mirhossein Moussavi et Mehdi Karroubi. Mais elle s'est aussi accompagnée d'un investissement de la rue par les électeurs-télespectateurs qui, les embouteillages aidant, se rassemblaient dans les grandes artères de la capitale à l'issue des débats télévisés, donnant à la campagne un tour festif très bon enfant en dépit des divergences politiques, et rappelant les grandes manifestations footballistiques de 1997-1998. Au lendemain du premier tour, il fallut vite déchanter, puisque Mahmoud Ahmadinejad fut déclaré vainqueur contre toute vraisemblance. La mobilisation ne cessa pas pour autant, bien au contraire. Dès l'annonce du résultat, les partisans du changement sont à nouveau descendus dans la rue pour demander où était leur vote. L'ampleur et la rapidité de la protestation s'expliquent par le contraste entre la liberté avec laquelle chacun avait pu s'exprimer pour ou contre le Président sortant pendant la campagne et la rapidité avec laquelle était décrétée sa victoire improbable, au moins au premier tour, ainsi que la brutalité avec laquelle était refusée toute contestation d'une telle issue. La violence de la répression mit plusieurs semaines à ramener un calme apparent. Cependant, dès l'automne, les manifestations reprurent à diverses occasions, généralement dans le creux des célébrations officielles de la République ou des cérémonies religieuses. Elles devaient culminer en décembre après la mort de l'ayatollah

Montazeri, dans le contexte de la commémoration d'Achoura. Ces événements ont profondément marqué l'opinion internationale en rendant tangible l'existence d'un espace public dans une République islamique.

Leur interprétation s'avère néanmoins délicate, ne serait-ce que parce que nous manquons de sources indépendantes et de moyens de recouper les informations qui nous parviennent. La plupart de ces dernières proviennent tantôt des autorités au pouvoir, tantôt de leurs opposants, ou encore des manifestants eux-mêmes, qui les diffusent dans le feu de l'action, sous le coup de l'émotion et sans vision d'ensemble, au moyen de leur téléphone portable ou par l'intermédiaire d'Internet. Comme il se doit, les étrangers ne sont pas les derniers à se laisser emporter par leurs passions. Il est tentant de voir dans cette crise la résurgence d'un antagonisme anhistorique entre l'Etat et la société, dans la lignée de la lecture classique d'un Homa Katouzian¹. Ou encore de laisser dans l'ombre ses antécédents et de la réduire à une protestation *ex nihilo* contre la fraude ou la dictature, comme le font les courants politiques et intellectuels réformateurs. Sans doute sommes-nous en présence d'un « mouvement social » (Alain Touraine) ou d'une affirmation de la « société civile » face à l'Etat, comparables à la mobilisation de Solidarnosc en Pologne, en 1981, et relevant de la problématique du « passage au politique² ». La capacité du Mouvement vert, en dépit de ses contradictions internes, à unifier la société iranienne et à s'« autolimiter » politiquement, pour reprendre la formule en usage en Pologne en 1980-1981, est sa force, au moins potentielle. Encore faut-il garder à l'esprit que la « société civile » est la société dans son rapport à l'Etat, et non dans une altérité ou dans une extranéité radicale par rapport à celui-ci. Le Mouvement vert, qui a choisi comme hérauts Mirhossein Moussavi et Mehdi Karroubi, est né au sein même de la République islamique et il continue d'en participer, notamment en conservant comme leaders deux de ses chefs historiques. Il synthétise en outre des mobilisations et des courants politiques ou sociaux antérieurs, en même temps qu'il découle d'évolutions institutionnelles et économiques du régime. C'est ce que nous allons tenter de montrer sans revenir sur les deux caractéristiques de la société iranienne postrévolutionnaire que nous avons analysées dans des travaux antérieurs, et qui sont, sinon à l'origine, du moins révélatrices des dynamiques sociopolitiques aujourd'hui à l'œuvre : la formation d'un espace public confessionnel, qui est allée de pair avec sa

¹ H. Katouzian, *Iranian History and Politics. The Dialectic of State and Society*, Londres, Routledge, 2003. L'auteur reprend dans cette nouvelle publication la thèse qu'il avait défendue plus de vingt ans auparavant dans *The Political Economy of Modern Iran : Despotism and Pseudo Modernism, 1926-1979*, New York, New York University Press, 1981. Pour une critique de cette approche, voir F. Adelhah, « Islamophobie et malaise dans l'anthropologie. Etre ou ne pas être voilé en Iran », *Politix*, 20 (80), 2007, pp. 179-197.

² J.-F. Bayart, « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, 35 (3), juin 1985, pp. 343-373.

bureaucratisation ; la généralisation d'un style de vie à l'échelle nationale, celui de l'être-en-société, propice à l'individuation et à la compétition sociale³.

La genèse sociale du Mouvement vert

Les origines lointaines du Mouvement vert remontent aux années 1990, avant même que l'élection inattendue de Mohammad Khatami en 1997 ne donne un visage politique à la réforme endogène des institutions de la République islamique. Le tournant semble avoir été les élections législatives de 1996, dont la campagne a été très animée, notamment dans les provinces, et dominée par quelques personnalités hautes en couleur, telles que Faezeh Hachemi, la propre fille du président de la République Hachemi Rafsandjani, championne du droit de la femme au sport, le beau Farhad Jafari, candidat « autre penseur » à Mashhad, ou encore le truculent hojatoleslam Seyyed Ali-Akbar Hosseini, animateur drolatique d'une émission télévisée en vue, tout clerc qu'il fût. Chacune à leur manière, ces figures – et d'autres encore, moins visibles à l'échelle nationale – ont révélé l'émergence de thématiques et de préoccupations sociales et culturelles qui tranchaient avec l'esprit révolutionnaire de la première décennie de la République, sans nécessairement le contester. Se trouvaient soudain posées les questions de la famille, de la femme, de la jeunesse, de l'autonomie du social par rapport à l'Etat, à partir de pratiques et de débats très concrets, comme l'accès au sport pour le « deuxième sexe », la mise vestimentaire tant pour les hommes que pour les femmes ou les relations matrimoniales. Naturellement, cette recomposition politique interne au régime faisait implicitement écho aux évolutions à l'œuvre depuis la fin de la guerre contre l'Irak, en 1988, et la mort de l'imam Khomeyni, en 1989. L'élection de Hachemi Rafsandjani à la présidence de la République et l'accession d'Ali Khamenei à la fonction de Guide de la Révolution avaient alors inauguré une période de « reconstruction » et de libéralisation économique, encore que celle-ci fût surtout associée à la personne du président de la République et à son gouvernement « de travail », composé pour l'essentiel de ministres technocrates d'origines politiques diverses, en charge de la gestion de l'Etat plutôt qu'à celle du Guide, incarnation de la légitimité islamique de la République.

Ce fut à cette époque que le courant des « reconstructeurs » s'imposa comme une troisième force politique entre la Société du clergé combattant, de droite, et l'Association des clercs combattants, de gauche, majoritaire au Parlement jusqu'en 1992, puis tenue en échec par le Conseil des gardiens de la Constitution qui filtre les candidatures aux élections. Le maire de

³ Voir notamment F. Adelhah, *Etre moderne en Iran*, Paris, Karthala, 2006 [première édition 1998].

Téhéran, Gholamhossein Karbastchi, fort de la rénovation spectaculaire de la capitale qu'il opéra et du nouveau style de citadinité qu'il développa, en fut la figure de proue : la réhabilitation des transports publics, la création d'espaces verts dans les quartiers, l'ouverture de centres culturels dont celui de Bahman, dans le sud populeux de la ville, l'extension et l'embellissement du réseau urbain d'autoroutes qui facilita la circulation entre les parties d'une agglomération socialement polarisée entre la ville haute, huppée, et la ville basse, moins favorisée, le lancement du premier quotidien municipal, *Hamshahri (Concitoyen)*, firent beaucoup pour la naissance d'un nouveau style de vie et pour l'ouverture ou la décompression du climat sociopolitique, après une décennie de guerre, de répression et de privations. Cette inflexion ne tarda pas à se diffuser dans le reste du pays. Gholamhossein Karbastchi avait d'ailleurs fait ses premières armes d'urbaniste à Ispahan en tant que préfet. La plupart des grandes villes du pays connurent alors un réveil culturel que favorisait la reconnaissance par les autorités politiques du passé préislamique de l'Iran. Les conservateurs, en particulier dans les milieux d'affaires, ne se tinrent pas à l'écart de ces changements, même s'ils demeuraient fidèles à leurs propres valeurs religieuses ou politiques, dans lesquelles ils voyaient un élément de distinction.

L'élection triomphale de Mohammad Khatami à la présidence de la République ne venait donc pas de nulle part, pour inopinée qu'elle fût. Néanmoins, elle transforma la donne. D'une part, elle exacerba les contradictions au sein de la classe politique, non seulement en suscitant les alarmes de la droite, dont le champion, Ali-Akbar Nategh Nouri, le président du Parlement, avait été écrasé, mais encore en provoquant le divorce rapide entre les reconstruteurs rafsandjanistes, qui avaient concouru à la victoire de Mohammad Khatami, et les réformateurs, pour la plupart issus de la gauche, qui se réclamaient de celui-ci. D'autre part, le nouveau paysage politique semblait ouvrir la voie à la société civile : les supporters de football s'emparèrent de la rue pour fêter les prouesses de leur équipe, les journaux proliférèrent, jeunes et femmes se sentirent plus libres dans leurs comportements publics, l'opinion suivit avec passion les procès de Gholamhossein Karbastchi en 1998 et d'Abdollah Nouri, l'ancien ministre de l'Intérieur, en 1999. La réaction musclée des *hezbollahi*, qui s'en prirent aux femmes cyclistes, les assassinats d'intellectuels, les poursuites judiciaires contre les titres de presse et leurs journalistes prouvèrent vite que la réforme se heurterait à de fortes résistances, ce que confirmera en juillet 1999 la répression sanglante du mouvement étudiant. Il n'empêche que l'ère Khatami (1997-2005), pour décevante qu'elle fût d'un point de vue démocratique et gouvernemental, transforma radicalement le rapport de la société à l'Etat en

créant une sorte d'irréversibilité, qu'a rendue évidente le Mouvement vert et dont sa répression ne vient pas à bout.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, l'élection de Mahmoud Ahmadinejad, en 2005, ne remet pas complètement en cause les acquis du khatamisme. Certes, le nouveau Président est le porte-parole d'un courant dit fondamentaliste qui, en réalité, s'apparente plus à une forme de néoconservatisme et est né du constat de l'incapacité de la droite classique à endiguer la vague réformatrice, au fil d'une série de défaites électorales en 1997, 1999, 2000 et 2001. Idéologiquement, cette nouvelle tendance participe simultanément de l'esprit révolutionnaire de la justice sociale et d'un libéralisme économique qui, dans les faits, se révèle inévitablement contradictoire avec cette dernière, par exemple dans le domaine du droit du travail. La manière de dépasser cette aporie a été de distribuer force crédits à la faveur de la hausse des cours du pétrole, de façon passablement électoraliste ou, diront certains, « populiste ». Il n'en reste pas moins que cette distribution de l'argent public, affligeante aux yeux de la Banque centrale et des économistes, y compris de droite, favorise un certain dynamisme de la société, notamment dans les provinces frontalières ou périphériques, déshéritées. L'inflation qu'elle engendre n'est pas non plus sans bénéfices, au moins à court terme, pour nombre d'Iraniens, qui voient ainsi s'apprécier leur capital immobilier ou s'ouvrir des opportunités spéculatives. En outre, Mahmoud Ahmadinejad et son entourage se sont montrés parfois assez iconoclastes sur différents sujets de société tels que la présence des femmes dans les stades, la télévision satellitaire ou le port du voile. Enfin, sa critique dévastatrice de l'enrichissement des « fils de seigneur » (*aghazadeh*) et de la corruption, qui lui a fourni son principal thème de campagne électorale tant en 2005 qu'en 2009, a contribué à trivialisier la République et à relativiser la place de l'idéologie islamique.

Dans ce contexte général, différents mouvements sociaux se sont épanouis depuis le début des années 1990, qui ont pu être réprimés mais ont souvent donné lieu à des négociations entre les autorités et les groupes concernés, et se sont bien gardés de remettre en cause la légitimité de la République, soit par prudence politique, soit parce qu'ils procèdent eux-mêmes de cette dernière : émeutes dans les quartiers spontanés de Mashhad, de Téhéran et d'autres villes comme Zahedan et Ghazvin ; protestation contre l'augmentation des tarifs des transports publics ; mobilisations ethnoconfessionnelles, d'ordre culturel comme en Azerbaïdjan, ou de nature politico-religieuse chez les sunnites du Khorassan et du Baloutchistan ; contestation des modalités de division de diverses provinces comme le Fars, l'Ispahan et le Khorassan. Bien sûr, les Iraniens n'ont pas attendu la Reconstruction pour manifester : dans les années 1980, le rationnement avait notamment donné lieu à de nombreuses expressions de mécontentement

populaire dont le slogan célèbre, « Des couches plutôt que des missiles », reste dans les mémoires. Mais l'impératif de la défense nationale et la crainte de la répression en avaient limité l'ampleur. De même, pendant la période khatamiste, le souci de ne pas donner du grain à moudre aux conservateurs a souvent incité à une certaine retenue, la presse réformatrice se montrant de toute façon peu encline à couvrir les revendications populaires lorsque celles-ci contrediraient les visées du gouvernement et pouvaient être assimilées à des atteintes à l'ordre, voire à la sécurité nationale, ainsi que le déclarèrent sans barguigner des députés khatamistes lors d'une grève d'instituteurs.

L'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad leva ces inhibitions. Elle fut d'autant plus propice à l'éclosion des mouvements sociaux que les mécontents rongeaient leur frein depuis plusieurs années et pouvaient prendre au mot un Président qui n'avait de slogan que la justice sociale. De nombreuses grèves éclatèrent ou se durcirent, comme celles des instituteurs, des chauffeurs de bus de Téhéran, ou d'ouvriers dans différentes usines du pays. Surtout, Nouchine Ahmadi Khorassani créa en 2005 l'association « Un million de signatures » contre les discriminations dont souffrent les femmes, sur la base d'une campagne de porte-à-porte engagée dès 2003. Ce mouvement, par la nouveauté et la modernité de son mode collectif d'action et d'organisation autant que du contenu de ses revendications, par son refus de remettre en cause la légitimité de la République islamique, a été la véritable antichambre du Mouvement vert, même s'il s'en est tenu à l'écart pendant la campagne présidentielle pour, précisément, ne pas « passer au politique », ou plutôt à la politique factionnelle. Par ailleurs, les mesures de rationnement d'essence ont provoqué de violentes émeutes en 2007. Et le bazar a multiplié les marques de mauvaise humeur en réaction aux sanctions commerciales prises par le président Ahmadinejad à l'encontre de la Corée du Sud, de la Chine et de l'Angleterre pour les punir de leur vote, au sein de l'AIEA, en faveur de la transmission au Conseil de sécurité de l'ONU du dossier nucléaire iranien en 2005, puis à l'introduction de la TVA en 2008 : pour la première fois depuis la Révolution, certaines de ses guildes, notamment celles, très puissantes, du tapis et de l'or, ont fait grève. On voit donc que le Mouvement vert n'a pas sonné comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le feu de la contestation sociale couvait sous la cendre depuis vingt ans.

Le pluralisme des institutions : un corporatisme islamique

Dans le même temps, le Mouvement vert est aussi la résultante d'un pluralisme interne aux institutions de la République islamique. Tout d'abord, la Constitution de cette dernière et ses révisions successives ont multiplié les centres de décision, et donc les conflits de

compétence entre ceux-ci, bien que ces organismes se chevauchent partiellement du fait de leur composition et du cumul des postes par les détenteurs de pouvoir : ainsi, le Conseil de discernement ou le Haut Conseil de la sécurité nationale rassemblent des personnalités issues des principales institutions politiques du régime et d'appartenance factionnelle différente. Ensuite, les élections, qui se sont tenues à intervalles réguliers depuis la Révolution, conformément aux échéances prévues par la Constitution, ont joué un rôle déterminant dans la cristallisation de factions concurrentes, plus ou moins stables et plus ou moins bien délimitées : la compétition entre les quatre grands courants politiques précédemment évoqués – la droite classique, les reconstructeurs rafsandjanistes, les réformateurs issus de la gauche islamique et les néoconservateurs ahmadinedjadistes – est née de la nécessité de capter les suffrages du corps universel. Enfin, le champ religieux auquel s'articule, sans se confondre avec lui, la République islamique est par définition différencié, et même concurrentiel. Plusieurs « sources d'imitation » coexistent et sont susceptibles de proposer des interprétations diverses, voire contradictoires, dans le domaine du droit, mais aussi dans celui de la politique. Et plusieurs sanctuaires – Astan-e Qods, à Mashhad ; Hazrat-e Masoumeh, à Qom ; Haram-e Motahhar, le sanctuaire de l'ayatollah Khomeyni, au sud de Téhéran ; Shahzadeh Abdolazim, à Rey ; Shah-e Cheragh, à Shiraz – se disputent les faveurs des fidèles tout en affichant des orientations différentes lors des élections : par exemple, Hassan Khomeyni, petit-fils et gestionnaire (*toliyat*) du sanctuaire de l'imam, soutient de notoriété publique le mouvement réformateur, et donc aujourd'hui le Mouvement vert, tandis qu'Hazrat-e Masoumeh est conservateur et que Shahzadeh Abdolazim, proche des fondamentalistes, n'a pas fait cause commune avec Mahmoud Ahmadinejad.

Ce pluralisme, inhérent à l'architecture institutionnelle et à l'orientation religieuse de la République islamique, s'est encore diversifié dans le contexte de la reconstruction et de la libéralisation économique au lendemain de la guerre. Le gouvernement d'Hachemi Rafsandjani a exigé des institutions et des administrations qu'elles s'autofinancent, et il leur a fourni les possibilités de le faire en libéralisant l'économie, singulièrement le commerce extérieur grâce à l'ouverture de marchés frontaliers, de zones franches et de zones économiques spéciales. Dans le même temps, le maintien de mesures dirigistes ou étatistes, comme la diversification des taux de change, la procédure des licences d'importation, l'obligation pour les exportateurs de rapatrier leurs devises ou le contrôle du crédit bancaire, a offert les moyens d'un enrichissement facile et rapide aux opérateurs capables de chevaucher les secteurs public et privé. L'enjeu économique de la lutte factionnelle s'est accru. Et, en retour, la libéralisation de l'économie a augmenté les ressources des différentes factions en compétition.

Le jeu politique s'est ainsi compliqué, sans que l'on puisse le ramener à une logique strictement économique. Il paraît simpliste de voir dans les Gardiens de la Révolution les seuls bénéficiaires de cette évolution, et *a fortiori* leur planificateur, même si leur implication dans les affaires est allée croissante. Les contradictions au sein de la droite conservatrice ou néoconservatrice sont nombreuses et structurent autant le jeu politique que leur affrontement avec la gauche réformatrice, elle-même très divisée. Par exemple, l'Astan-e Qods n'entretient pas d'affinités particulières avec le courant des *motalefeh*, qui domine le bazar de Téhéran et la chambre de commerce. Ou, plus exactement, les deux courants ont eu des trajectoires parallèles, ne serait-ce que parce que leur implantation géographique n'est pas la même. A l'Astan-e Qods le Khorassan, grâce à la prospérité du *waqf* de l'imam Reza, les *motalefeh*, eux, étant plutôt basés à Téhéran, où ils interagissent avec le puissant Comité de secours de l'imam, dont l'audience effective est pour l'essentiel cantonnée à la capitale (par exemple, les Khorassani donneront leurs oboles à l'imam Reza, et les Tabrizi à un organisme local, Moaseseh Kheyrieh Hemayat az Mostmandan Tabriz⁴). L'Astan-e Qods et les *motalefeh* ont donc des financements différents et à la base économique distincte : le Comité de secours de l'imam a ses propres biens, outre le fait qu'il peut compter sur la générosité d'une métropole de 12 millions d'habitants et du bazar le plus riche du pays, voire du Moyen-Orient ; l'Astan-e Qods s'appuie sur sa richesse propre, notamment mais non exclusivement dans le Khorassan. Le Guide de la Révolution est le point de rencontre improbable de ces parallèles. Politiquement, il est proche de la sensibilité de ces différents courants idéologiques de la droite, encore qu'il ne faille pas sous-estimer sa propension mystique ni son progressisme clérical. Financièrement, il dépend de façon implicite de la contribution de ces mouvances. Par exemple, il ne manque pas d'aller deux fois par an dépoussiérer le sanctuaire de l'imam Reza, par dévotion, et pour le nettoyer des offrandes des fidèles. La Constitution ne prévoit en effet aucun budget pour la *beyt* (maisonnée) du Guide de la Révolution, qui doit bien trouver les moyens de couvrir ses dépenses de fonctionnement.

Si l'on accepte l'hypothèse selon laquelle Mahmoud Ahmadinejad serait le héraut d'un courant néoconservateur né du constat de l'incapacité de la droite à endiguer la poussée réformatrice à la fin des années 1990⁵, l'Astan-e Qods se situe plutôt du côté de l'establishment conservateur. En 2005, le Khorassan Razavi a donné ses suffrages au premier tour à Mohsen Ghalibaf, tandis que le Khorassan du sud a voté Mahmoud Ahmadinejad. En 2009, il est impossible de connaître les résultats exacts. Néanmoins, diverses déclarations de Vaez Tabassi,

⁴ Il est intéressant de relever au passage que le nom de cette organisation caritative, pour désigner ses bénéficiaires, n'utilise pas la terminologie révolutionnaire – à savoir le mot de *mostazaf*, déshérité – mais le terme plus ancien de *mostmand*, nécessiteux.

⁵ N. Kasra, *Ahmadinejad. The Secret History of Iran's Radical Leader*, Berkeley, University of California Press, 2008.

l'administrateur de l'Astan-e Qods, laissent à penser qu'il s'est prononcé en faveur de Mirhossein Moussavi, moins par inclination politique personnelle que pour suivre son vieil allié Hachemi Rafsandjani. Il l'a notamment reçu chaleureusement, avec son épouse, pendant sa campagne électorale, et l'épisode a donné lieu à différentes déclarations de félicitations réciproques.

En ce qui concerne les Gardiens de la Révolution, ils ne se situent pas non plus au même niveau que l'Astan-e Qods. Celui-ci demeure une institution fondamentalement régionale, quelles que soient ses ramifications à l'extérieur du Khorassan, quand les Gardiens de la Révolution sont une institution nationale. En outre, l'Astan-e Qods, faut-il le rappeler, est une institution religieuse, les Gardiens étant une institution politique et militaire. Leurs agendas ne coïncident donc pas forcément, par exemple lors des élections ou des nominations administratives, puisque les préfets et les candidats aux législatives et aux élections locales semblent devoir bénéficier de l'aval de l'Astan-e Qods, au grand dam des autres courants de l'échiquier politique et social.

Il est vrai que les Gardiens de la Révolution sont très présents aux frontières avec l'Afghanistan et le Turkménistan, lutte contre le trafic de drogue oblige. Mais l'Astan-e Qods dispose de son propre service d'ordre, les *Khoddam* (et de ses lieux de garde à vue des fauteurs de troubles religieux), pour assurer la sécurité du sanctuaire de l'imam Reza, voire de certaines de ses autres possessions. Il entretient également des relations directes avec au moins une partie des *bassidj* locaux qui se vouent au service du huitième imam, auxquels il est en mesure de procurer des avantages consistants du fait de sa puissance. De ce point de vue, le cliché qui veut que les *bassidj* soient inféodés aux Gardiens de la Révolution doit être relativisé sur le terrain. En réalité, leur statut institutionnel ne cesse de changer à l'échelle nationale, et reste de toute façon tributaire du contexte local, singulièrement dans le Khorassan. Enfin, économiquement, l'Astan-e Qods et les Gardiens de la Révolution ne chassent pas sur les mêmes terres. Le *waqf* s'est spécialisé dans l'agriculture et l'élevage, dans les mines, dans l'agro-industrie et dans différentes activités tertiaires. Les Gardiens, quant à eux, excellent dans le BTP, dans la réalisation d'infrastructures terrestres et portuaires, dans la finance islamique, dans le gaz et le pétrole. Rien ne dit que les investissements ou les opérations de trader que l'Astan-e Qods a récemment menés dans ce dernier domaine contredisent l'action des Gardiens, dont l'avance et les avantages comparatifs sont indéniables. Il n'en demeure pas moins que le *waqf* et les Gardiens de la Révolution se sont affrontés à fleuret moucheté, vraisemblablement dès les origines de la République islamique. Le volontarisme révolutionnaire des Gardiens tranche avec le souci de respectabilité petite-bourgeoise qui caractérise la tradition religieuse du Khorassan,

dont l'Astan-e Qods est l'incarnation et dont l'adhésion à la société dévote de la Hojatiyeh a souvent été l'expression associative. Ce conflit de style a pu éclater à l'occasion d'élections, par exemple dans la circonscription de Fariman-Sarakhs, au milieu des années 1980, lorsque Hossein Ghazizadeh, fort de l'appui des Gardiens de la Révolution, a antagonisé les intérêts de l'Astan-e Qods, notamment en réalisant des forages sans l'accord du *waqf* et en couvrant des occupations de terres. Mais c'est surtout en dénonçant les « fils de seigneur » mis en orbite par la libéralisation économique que les Gardiens de la Révolution ont trahi leur désapprobation à l'encontre de ce qui leur paraissait être le reniement du message de l'imam Khomeyni. Etaient visés en l'occurrence les fils de Vaez Tabassi, le « sultan » du Khorassan, Nasser et Mostafa, de pair avec ceux de Hachemi Rafsandjani, Yasser et Mehdi – un Hachemi Rafsandjani auquel les Gardiens de la Révolution voueraient une rancœur tenace pour la responsabilité des revers militaires qu'il leur a fait porter à la fin de la guerre avec l'Irak, le rôle qu'il a joué dans l'acceptation d'un armistice en 1988, et sa politique de restriction des dépenses militaires au début des années 1990. Nasser Tabassi, à qui son père a confié la direction de la zone économique spéciale de Sarakhs, fait en particulier l'objet des attaques les plus vives. D'une part, il est soupçonné de corruption, en raison notamment de ses activités à Dubaï, et a même été traduit devant les tribunaux pour être finalement acquitté, comme nous le verrons ultérieurement. D'autre part, il lui est reproché un mode de vie peu compatible avec les idéaux révolutionnaires : sa coupe de cheveux, sa mise vestimentaire, le luxe de ses bureaux, l'accouchement de sa femme aux Etats-Unis ne sont pas pour plaire aux héritiers de l'imam. L'enjeu de ces polémiques ou de ces rumeurs est la critique politique de la libéralisation économique et du mode d'accumulation qu'elle a engendré, une critique nourrie autant par les campagnes électorales depuis le milieu des années 1990 que par le discours des réformateurs ou les révélations plus ou moins sensationnelles de Gardiens de la Révolution en rupture de ban, tels Mohsen Sazgara, Heshmatollah Tabarzadi, Abbas Palizdar et Abdollah Shahbazi. Hachemi Rafsandjani, Mohammad Khatami et Mahmoud Ahmadinejad ont successivement fait leur miel de cette dénonciation du bilan de leurs prédécesseurs.

Ainsi, Mahmoud Ahmadinejad s'est posé en homme de la rupture ou du retour aux vraies valeurs de la Révolution. Il n'en reste pas moins que le conflit politico-économique n'obéit pas à une ligne de partage entre, d'une part, le président de la République, les Gardiens de la Révolution, le Guide de la Révolution et, d'autre part, les tenants plus ou moins « corrompus » de la libéralisation, à l'instar de Vaez Tabassi ou Hachemi Rafsandjani : Mohsen Rezai, ancien commandant en chef et l'un des fondateurs des Gardiens de la Révolution, s'est présenté en 2009 contre Mahmoud Ahmadinejad, a lui aussi dénoncé les fraudes électorales et

fait plus ou moins cause commune avec Mirhossein Moussavi et Mehdi Karroubi, même s'il ne se réclame pas du Mouvement vert ; par ailleurs, nous l'avons vu, le Guide de la Révolution est proche de l'Astan-e Qods ; enfin, Mohsen Rafighdoust, qui a été ministre des Gardiens de la Révolution de 1982 à 1988, puis nommé président de la Fondation des déshérités sous l'autorité directe du Guide, en a été limogé en 1998. Les alignements factionnels et les intérêts économiques qui leur sont liés sont donc très volatils. Ils évoluent ou muent selon les circonstances.

Du point de vue de la formation de l'espace public, la libéralisation économique et ses conséquences politiques ont d'une certaine manière contribué à la fragmentation de la société civile, dans la mesure où le pluralisme institutionnel s'est traduit par une forme de corporatisme. Dans la continuité du legs de la monarchie, les principales institutions du régime assurent à leur personnel ou à leurs usagers toute une série d'avantages sociaux, notamment en matière de logement, d'acquisition de biens de première nécessité et de biens de consommation, de voyages touristiques ou de pèlerinages, ce qui pourrait être de nature à contrarier l'émergence d'un mouvement social unitaire. Pourtant, c'est au contraire que l'on assiste depuis plusieurs mois. Le Mouvement vert transcende ces clivages et ces intérêts particuliers en promouvant des revendications universalistes en matière de libertés politiques et publiques, véhiculant de ce fait l'émergence d'une société civile. Reste que le corporatisme du régime, et aussi la dépense publique de type clientéliste, a certainement consolidé la base sociale de Mahmoud Ahmadinejad dans le pays, même si la fraude électorale du mois de juin 2009 a paradoxalement interdit d'en prendre la mesure exacte. Reste également que les conservateurs n'ont pas le monopole du corporatisme : les réformateurs ont leurs propres niches, par exemple dans l'industrie automobile, le secteur bancaire, la métallurgie ou la sidérurgie, voire la pétrochimie et le pétrole, bien qu'ils aient perdu leurs principales positions dans ces dernières activités.

Ainsi, la crise actuelle révèle moins un affrontement binaire entre conservateurs et réformateurs, ou entre forces politiques civiles et Gardiens de la Révolution, qu'une complexification du jeu entre une diversité croissante d'acteurs. Par exemple, la guidance d'Ali Khamenei s'est traduite par la montée en puissance à Téhéran d'une nouvelle élite cléricale qui se distingue des clercs, plutôt conservateurs, de Qom ou de ceux de Mashhad, très critiques à l'égard de la chose politique. Cette nouvelle génération de religieux est moins ahmadinedjadiste que gestionnaire de la République, dont elle est la fille et dont elle constitue en quelque sorte un corps d'apparatchiks. Politiquement, elle se répartit entre réformateurs et conservateurs ou néoconservateurs. De même, les Gardiens de la Révolution sont loin d'être politiquement unis, comme l'ont prouvé la défection de plusieurs de leurs anciens responsables ou les trajectoires

personnelles de Mohsen Rezaï, leur ancien commandant en chef, ou de Mohsen Ghalibaf, le héros de la reconquête de Khorramshahr en 1982, tous deux candidats contre Mahmoud Ahmadinejad en 2005 ou 2009. Et, outre leur rivalité traditionnelle avec l'armée, ils doivent désormais compter avec le corps anti-émeutes que le régime a créé après la répression du mouvement étudiant de 1999, constatant son incapacité à garder le contrôle policier de la capitale compte tenu de la réticence des forces traditionnelles de maintien de l'ordre à intervenir contre des manifestants civils et pacifiques : ces derniers mois, les brutalités policières contre les partisans du Mouvement vert semblent souvent avoir été le fait de ce nouveau corps plutôt que celui des Gardiens de la Révolution ou des *bassidj*, comme on l'a généralement affirmé.

Dans ce paysage, le puissant secteur du pétrole et du gaz mérite une place à part. Rappelons qu'il représente la principale source de revenus de l'Etat, dont il assure quelque 80 % des recettes budgétaires – l'Iran est le prototype de l'Etat rentier pétrolier –, et que, fort de cette position, il constitue toujours un Etat dans l'Etat, notamment parce qu'il demeure à l'abri des investissements directs étrangers (les partenariats avec les compagnies étrangères empruntent généralement la formule juridique du *buy back*). D'une certaine manière, la République islamique n'a jamais pris complètement le contrôle de la National Iranian Oil Company (NIOC) héritée de l'ancien régime, qu'elle a englobée mais dont elle a dû reconnaître l'autonomie, un peu à l'instar de ce qui s'est produit avec l'Astan-e Qods, mais aussi avec l'Organisation du plan et du budget, jusqu'à sa suppression par Mahmoud Ahmadinejad en 2007. La NIOC impose largement ses vues aux ministres du Pétrole qui se succèdent : les ministres passent, la NIOC reste. En particulier, elle mène librement ses affaires à l'étranger sans les confondre avec la diplomatie de la République islamique ni les assujettir à la réglementation économique et financière de cette dernière. Elle a également la capacité de conduire sa propre politique salariale et sociale. Elle s'est ainsi dérobée à l'homogénéisation des rémunérations et à l'unification des caisses de retraite de la Fonction publique décidées par les présidents Khatami et Ahmadinejad. Pour autant, le secteur pétrolier n'a pas entièrement échappé à la libéralisation économique et n'est pas complètement déconnecté de la classe politique. Il est ainsi révélateur que Mahmoud Ahmadinejad ait rencontré ses plus grandes difficultés avec le Parlement, après sa première élection en 2005, à propos de la nomination du ministre du Pétrole, et qu'il ait dû en changer quatre fois depuis son accession au pouvoir. De même, les aléas de la lutte factionnelle ont évincé du secteur pétrolier les partisans de Behzad Nabavi, le leader de l'Organisation des moudjahiddines de la Révolution islamique, au début des années 1990, et l'un des fils de Hachemi Rafsandjani, Mehdi, à la fin des années 1990. Surtout, le secteur du transport pétrolier et gazier – les oléoducs, les gazoducs et les tankers –, plus que ceux de l'exploration et de

l'exploitation, est désormais l'enjeu d'une âpre concurrence entre des sociétés que la privatisation ou le démantèlement partiel des entreprises d'Etat ont multipliées et qui sont en relation avec le reste de l'économie (Khatamoulanbia et Sadra, réputées liées aux Gardiens de la Révolution, et qui ont défrayé la chronique boursière et diplomatique ces dernières années, opèrent précisément à l'interface du secteur pétrolier et de l'ingénierie). En outre, la commercialisation du pétrole a connu une flambée spéculative à la faveur de l'augmentation des cours : les administrations, les fondations, les banques, les entreprises, les caisses de prêts sans intérêt, les guildes et les coopératives, les caisses de retraite et même les *waqf* se sont improvisés traders et ont pris des risques considérables, que l'affaissement des prix a sévèrement punis et que l'Etat a dû couvrir, pour certains d'entre eux au moins.

Déstabilisant rentes et positions, cassant des carrières, disloquant des alliances, engendrant un climat général d'incertitude, les privatisations, la spéculation financière et foncière, le pétro-affairisme constituent la toile de fond des polémiques politiques et des affrontements factionnels de ces dernières années. Leurs conséquences contribuent à nourrir le Mouvement vert, sans que l'opinion publique soit consciente des tenants et aboutissants de cette guerre économique autrement que par le biais de rumeurs incomplètes et orientées.

L'économie politique de l'espace public

Il est donc une économie politique de l'espace public et des mouvements sociaux, voire de leur « passage au politique », que l'on ne peut réduire à leur simple sociologie, dans les termes de la science politique⁶. Se pose aujourd'hui la question cruciale du statut juridique et économique de la propriété dans la République islamique d'Iran, dont la mobilisation politique ne peut être abstraite. Même s'il n'est plus beaucoup d'Iraniens pour rêver de socialisme – encore que certaines déclarations récentes de Mirhossein Moussavi trahissent son attachement à une conception étatiste, ou en tout cas dirigiste, de l'économie –, ce problème n'est toujours pas résolu trente ans après la Révolution⁷.

D'une part, la plaie des biens confisqués aux *taghouti* (les ci-devant Iraniens liés à l'ancien régime) ou récupérés par les *waqf* et les fondations n'est pas cicatrisée. Ainsi, certains font valoir que l'Astan-e Qods aurait dû laisser leurs terres aux paysans de Sarakhs, puisqu'il avait récupéré les terrains des quartiers d'Evin et de Velenjak dans le nord de Téhéran, dont l'acquisition par le Shah avait justifié la dévolution au *waqf* de cette zone de développement

⁶ Voir, par exemple, M. Bennani-Chraïbi et O. Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

⁷ khabaronline.ir 28.02.1388/2009

agro-industriel. De même, certains fidèles ont renoncé à prier dans les salles attenantes au mausolée de l'imam Reza parce qu'elles ont été construites sur des terrains confisqués ou acquis de manière douteuse. Une société, Vaheb, s'est constituée à l'initiative du mytique « sultan du sucre », dont on ne connaît pas même le nom, société qui entre en relation avec les exilés et s'efforce de racheter leurs droits de propriété pour libérer leurs biens de l'opprobre de la confiscation... et en faire le meilleur usage.

D'autre part, l'imbrication du secteur public, du secteur privé et du secteur des *waqf*, et le jeu des chaises musicales qu'elle permet, soulève des critiques croissantes pour le mélange des genres, l'opacité des transactions et les luttes factionnelles qu'elle engendre, alors même que ce type d'institution évergétique est une composante centrale de l'espace public confessionnel et de l'autonomisation du social par rapport au politique. C'est ainsi que l'hojatoleslam Mesbahi Moghaddam, l'ancien président de la Commission économique du Parlement, réclame la reconnaissance d'un « quatrième secteur » de l'économie, seul à même de dissiper la confusion entre les modes de gestion et entre les statuts des personnels non seulement au sein des *waqf* et de leurs holdings, mais aussi au sein d'organismes parapublics tels que Shasta, la caisse de retraite de la Fonction publique⁸. Les rapports entre un *waqf* et le domaine public sont inévitablement ambigus, puisque la vocation du premier est publique mais que sa gestion est privée. Les conflits d'intérêts sont donc inévitables. C'est ce qu'avait bien compris Taher Ahmadzadeh, l'un des co-fondateurs du Centre de la diffusion de la vérité islamique, lorsqu'il avait essayé de décliner sa nomination comme préfet du Khorassan par le gouvernement provisoire de Mehdi Bazargan, en 1979. A ses yeux, le poste devait être occupé par le lieutenant de l'Astan-e Qods lui-même, en l'occurrence Vaez Tabassi, qui venait d'être nommé par l'imam Khomeyni, et dont il avait sans doute espéré recevoir lui-même la charge. Il avait dû garder sa fonction administrative, sans illusion sur ses pouvoirs réels face à l'omnipotence du *waqf* – et il en fut de toute manière évincé après la démission de Mehdi Bazargan, en novembre de la même année. Aujourd'hui, ce conflit de compétences oppose surtout l'Astan-e Qods à la mairie de Mashhad, qui doit vaillamment relever le défi de ces millions de pèlerins dont les dons vont au sanctuaire, mais dont le coût revient à la ville. En d'autres termes, sous prétexte d'intérêt et de charité publics, le *waqf* fait porter à la collectivité un fardeau dont il est seul à déterminer le poids, fort de ses accointances politiques et de la légitimité religieuse que lui octroie le huitième imam. Mais l'ambiguïté est parfois plus triviale. L'Astan-e Qods, fidèle à sa vocation d'assistance des pèlerins et des croyants, est amené à offrir de nombreux repas aux fidèles à l'occasion de diverses commémorations religieuses, générosité

⁸ Ksabz.net 10.Aban.1388/2009

que financent les dons au sanctuaire. Il est servi dans ces circonstances du Coca-Cola, que produit à Mashhad Khoshgozar une société appartenant à Nasser Tabassi. Notons d'ailleurs que les zones franches et les zones économiques spéciales entraînent le même genre de confusions et de conflits d'intérêts ou d'allocation des ressources et des coûts : ainsi, le gouvernorat de Chabahar se plaint des problèmes que pose l'afflux de migrants attirés par les opportunités de la zone franche sans que cette dernière contribue à leur résolution ou à leur prise en charge financière, ainsi que de l'indétermination juridique des obligations respectives des uns et des autres.

Tout au long des années 1980 et 1990, *waqf* et fondations ont été de grands bénéficiaires des multiples chevauchements entre les positions de pouvoir et les positions d'accumulation que garantissait ce que Jean-François Bayart a nommé ironiquement la « République des initiés⁹ ». Ils ont été (et restent) plus ou moins exemptés d'impôts. Ils ont joui de prêts bancaires bonifiés dont le remboursement n'a pas toujours été exigé. Ils ont pu avoir accès aux taux de change les plus favorables et aux licences d'importation dont ils avaient besoin pour moderniser leurs exploitations et leurs entreprises, en dépit des restrictions qu'imposaient la guerre, la pénurie de devises et l'orientation dirigiste ou socialisante du régime¹⁰. Or, ce type d'économie politique est propice à toutes les dérives et à l'enrichissement facile. Il n'est ainsi pas certain que le portrait flatteur des directeurs généraux de l'Astan-e Qods dressé par Bernard Hourcade à la fin des années 1980 soit toujours d'actualité : « Très simples dans leurs mœurs et leur comportement, ils ont un grand souci d'efficacité, et leur pouvoir moral est d'autant plus considérable qu'il n'est pas ostentatoire et qu'ils préfèrent les relations directes et personnelles aux lourdeurs administratives. Ces *hâjji* et *bâzâri*, totalement imprégnés de culture et de

⁹ J.-F. Bayart, « Ni ange, ni démon : l'Iran de Rafsandjani », *Politique internationale*, 60, été 1993, pp. 241-255 et « Jeux de pouvoir à Téhéran », *Politique internationale*, 82, hiver 1998-1999, pp. 107-122, ainsi que *L'Islam républicain. Ankara, Téhéran, Dakar*, Paris, Albin Michel, 2010, pp. 317 et suiv.

¹⁰ A. Rashidi, « The process of privatization in Iran after the Revolution of 1979 », in T. Coville (ed.), *The Economy of Islamic Iran : Between State and Market*, Téhéran, Institut français de recherche en Iran, 1994, pp. 57-68 ; M. Karshenas et M. Hashem Pesaran, « Exchange rate unification, the role of markets and planning in the Iranian economic reconstruction », *ibid*, pp. 155 et suiv. et 161 et suiv. ; Z. Al Mawassif, « Spéculation et marché noir. L'Etat au quotidien », *Peuples méditerranéens*, 29, octobre-décembre 1984, pp. 85-90 ; B. Hourcade et F. Khosrokhavar, « La bourgeoisie iranienne ou le contrôle de l'appareil de spéculation », *Revue Tiers Monde*, 31 (124), octobre-décembre 1990, pp. 877-898 ; M. Hashem Pesaran, « The Iranian foreign exchange policy and the black market for dollars », *Conférence on Iran's Economy : Perspectives and Prospects*, Genève, Group Center for Strategic Studies, 1^{er}-3 novembre 1990, multigr. ; F. Khalatbari, « Iran : a unique underground economy », et M. Karshenas et M. Hashem Pesaran, « Exchange rate unification, the role of markets and planning in the Iranian economic reconstruction », in T. Coville (ed.), *The Economy of Islamic Iran : Between State and Market*, *op. cit.*, pp. 113-138 et pp. 141-176 ; T. Coville, « La Banque centrale d'Iran et la politique de libéralisation économique », *ibid*, pp. 229 et suiv. ; Y.H. Farzin, « Foreign exchange reform in Iran : badly designed, badly managed », *World Development*, 23 (6), 1995, pp. 991 et suiv. ; S. Behdad, « From populism to economic liberalism : the Iranian predicament », in P. Alizadeh (ed.), *The Economy of Iran. Dilemmas of an Islamic State*, Londres, I. B. Tauris, 2000, pp. 115 et suiv.

comportements islamiques, contrastent avec l'idée que l'on se fait habituellement du management moderne¹¹. »

Depuis la fin des années 1990, les privatisations entraînées par la politique de libéralisation ont aggravé le mélange des genres entre ce qui relève de l'intérêt public et ce qui s'apparente à des intérêts privés. Par exemple, l'une des manières dont l'Etat s'acquitte de sa dette – supposée – à l'égard de l'Astan-e Qods, depuis les confiscations foncières de la Révolution blanche (1963-1964), est de lui céder des parts d'entreprises ou de banques qu'il privatise. Comme tous les autres opérateurs qui bénéficient, à un titre ou à un autre, de ces transferts de propriété, le *waqf* a tendance à revendre rapidement ses actions en réalisant de confortables plus values par rapport à des cours initiaux grossièrement sous-évalués¹². La destination de ces profits, aux différents stades des opérations de privatisation, reste énigmatique, mais l'on peut envisager plusieurs scénarios qui ne sont pas exclusifs les uns des autres. L'Etat peut sous-évaluer les actifs qu'il vend pour diverses raisons : rendre acceptables les privatisations à une classe politique qui détient les commandes du secteur public et pourrait se sentir menacée par l'ajustement structurel de l'économie ; dynamiser un secteur privé dans les vertus duquel on place toute sa confiance ; se livrer à des opérations d'enrichissement personnel sur la base du partage des bénéfices de telles opérations ; ou encore financer la vie politique, et notamment les campagnes électorales. Il est en tout cas clair que la multiplication des cessions est en elle-même génératrice de plus values et permet leur dissimulation derrière la succession des sociétés écrans qui jalonnent l'itinéraire de la privatisation.

Quoi qu'il en soit, le pays est en proie à un climat spéculatif que renforcent les privatisations, mais dont il faut bien reconnaître qu'elles ne l'ont pas créé : tant le marché immobilier que l'import-export lui ont été propices depuis la Révolution, et la guerre contre l'Irak aussi bien que les sanctions internationales l'ont également favorisé. L'Astan-e Qods, en tant que grande puissance économique et financière, n'a pas été le dernier à se livrer au jeu. C'est ainsi qu'on le voit souvent intervenir dans le sillage d'autres gros opérateurs institutionnels – au premier rang desquels figure Shasta, la caisse des retraites des fonctionnaires – pour revendre sur le marché financier des participations à des entreprises de divers secteurs dont l'Etat s'est séparé. Il est également douteux que l'Astan-e Qods, à l'instar des banques, des assurances et de tous les organismes qui le pouvaient financièrement, ne se soit

¹¹ B. Hourcade, « *Waqf* et modernité en Iran : les agro-business de l'Âstân-e Qods de Mashad », in Y. Richard (dir.), *Entre l'Iran et l'Occident. Adaptation et assimilation des idées et techniques occidentales en Iran*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1989, p. 135.

¹² La question de l'évaluation des actifs des entreprises privatisées est l'une des plus polémiques qui soient. En outre, il n'est pas rare que des acheteurs s'avèrent financièrement incapables d'honorer leurs engagements. Notons enfin que le processus des privatisations implique de multiples institutions, au prix d'insolubles chevauchements et conflits de compétences, comme il est de règle dans la République islamique.

pas livré à la spéculation pétrolière. En tout cas, le *waqf* est entré de plain-pied dans le monde de la finance. Du fait de l'immensité de son domaine agraire, il est également impliqué dans la course à l'appropriation foncière dans laquelle s'est lancé le pays, avec tous ses « mangeurs de terrains ». Le contentieux de Sarakhs, notamment, est loin d'être apuré, au point que l'Etat a dû engager une tentative de conciliation entre le *waqf* et les paysans en 2001.

Le cas de la société commerciale Almakaseb est emblématique. Fondée en 1984 à l'initiative de la banque Melli – publique depuis sa nationalisation en 1979 –, et localisée à Dubaï à la suggestion du ministère du Renseignement – dans le but évident de contourner l'embargo qui frappe l'Iran, mais aussi, peut-être, les contraintes réglementaires d'une économie dirigiste orientée par l'inclination socialisante du gouvernement Moussavi –, Almakaseb s'est progressivement imposée comme l'un des principaux intermédiaires dans le commerce entre les Emirats arabes unis et la République islamique. Nasser Tabassi, à l'époque très jeune encore, a semble-t-il été associé à l'entreprise dès sa création. L'Astan-e Qods a beaucoup travaillé avec cette dernière, et a fini par racheter 51 % de ses parts en 1996 par le truchement de l'une de ses sociétés, Hamyari Kosar, à la direction de laquelle on retrouve nombre de dirigeants de la banque Melli, et dont le vrai responsable n'est autre que Nasser Tabassi, sous le couvert d'un PDG de paille. L'instruction du procès de Nasser Tabassi, en 2000-2003, révélera ultérieurement que Hamyari Kosar a bénéficié d'un prix très sous-évalué et de crédits sur cinq ans qui paraissent ne pas avoir toujours été remboursés. A la fin des années 1990, Hamyari Kosar revend sa participation à Almakaseb à Green Line, qui agit pour le compte d'une société privée du Khorassan, Bazargani-e Qods, laquelle, comme son nom l'indique, est la propriété d'Astan-e Qods. Le scandale éclate en 2000, vraisemblablement à l'initiative de certains courants des Gardiens de la Révolution. En quoi consiste-t-il ? D'abord dans le passage progressif d'une société à capitaux publics au secteur privé à la faveur de la sous-évaluation de ses actifs et de crédits de complaisance qui n'ont pas été remboursés, tout cela sans que les procédures réglementaires aient été observées. Ensuite dans les multiples avantages, tant pour Almakaseb que pour ses dirigeants, qu'a permis ce chevauchement systématique du public et du privé, voire du profane et du sacré, grâce à l'aura du huitième imam : Almakaseb a grandement bénéficié de la croissance des échanges avec Dubaï, profitant de la création des zones économiques spéciales et des zones franches, en particulier de la zone économique spéciale de Sarakhs dont le responsable était précisément Nasser Tabassi (jusqu'à son inculpation pour enrichissement illicite), et de toutes les facilités cambiaires, fiscales ou financières que lui conféraient sa vocation commerciale et son implantation offshore. Sans même parler des avantages en nature dont ont joui ses dirigeants et qui relevaient souvent de l'abus de biens

sociaux, ou de transactions commerciales s'apparentant à des escroqueries et à des abus de confiance. Le procès, qui a révélé toutes ces dérives, a eu finalement pour résultat de casser la vente d'Almakaseb à Bazargani-e Qods. La société est retournée dans le giron de la banque Melli. Mais les accusés, qui ont plaidé contre toute vraisemblance leur ignorance du statut public d'Almakaseb, ont été acquittés. Ils ont simplement dû rembourser les crédits dont ils avaient bénéficié de la part de la banque Melli et se faire plus discrets, à commencer par Nasser Tabassi, qui a perdu dans l'histoire la direction de la zone économique spéciale de Sarakhs.

L'affaire est révélatrice du caractère problématique, sinon illégal, que peut revêtir une privatisation dans un cadre juridique et pratique aussi ambivalent que celui de la libéralisation de l'économie iranienne. Celle-ci répond au principe de la chauve-souris : « Je suis oiseau, voyez mes ailes ! Je suis mammifère, voyez mon corps ! » Le brouillage de la frontière entre l'étatique, le public et le privé est systématique. En cas de contentieux, chacune des parties peut à juste titre se prévaloir de sa bonne foi en livrant son interprétation de la loi, comme n'ont pas manqué de le faire, tour à tour, les inculpés dans l'affaire Almakaseb, ou leurs contradicteurs¹³. Les conflits fonciers sont également révélateurs. Ainsi, l'Astan-e Qods possède à Téhéran de nombreux terrains qui ont été construits, et dont les habitants découvrent soudain qu'ils sont devenus sans le savoir les locataires du huitième imam et n'ont d'autre solution que d'engager d'interminables procédures judiciaires dans l'espoir d'obtenir un titre de propriété. Le *waqf* détient aussi le site de la Foire internationale, objet aujourd'hui d'une âpre dispute. Destinée à devenir la première exposition commerciale du Moyen-Orient, la Foire internationale de Téhéran a vite été éclipsée par l'ascension de Dubaï. Sa gestion est actuellement dans les mains du ministère du Commerce, qui souhaite la céder à des opérateurs privés. Mais certains s'inquiètent de l'opacité de cette transaction éventuelle et, surtout, redoutent que des terrains aussi bien placés, dans le nord de Téhéran, ne changent d'affectation au gré de cette privatisation, au prix d'une délocalisation de la Foire dans des quartiers périphériques, vraisemblablement aux environs du nouvel aéroport international, sur la route de Qom. Il n'est pas certain que l'Astan-e Qods, qui restera en tout état de cause propriétaire du terrain, s'en inquiète pour sa part, car elle percevrait alors des loyers possiblement très supérieurs à celui que lui verse aujourd'hui le ministère du Commerce.

L'opacité de l'économie politique réelle de la République islamique, faute d'aggiornamento des institutions et des codes juridiques relatifs au droit des affaires, faute aussi de système fiable et indépendant des médias, semble contradictoire avec l'idée même d'espace public, qui suppose un minimum de transparence, de responsabilité et d'information pour que

¹³ *Afiab*, 11.12.1381- mars 2002, p. 1.

s'exerce l'« usage public de la raison », au-delà des rumeurs, des accusations mutuelles que se portent les factions rivales, des procès avortés ou des différentes théories du complot. Ce n'est pas le moindre des défis auxquels est confronté le Mouvement vert.

Conclusion

La difficulté que soulève l'analyse du Mouvement vert est qu'il nous oblige à comprendre simultanément l'importance des enjeux économiques inhérents à la mobilisation politique, et l'irréductibilité de celle-ci à ceux-là. Toute interprétation en termes economicistes de classes sociales trouvent vite ses limites : des facteurs sociologiques et géographiques – telle la distinction entre la ville et la campagne, ou entre les régions économiquement défavorisées et les régions bénéficiant directement de la rente pétrolière – ou des facteurs démographiques – par exemple les différences de génération ou le clivage de genre – interviennent pour donner au mouvement sa configuration mouvante. De plus, ce dernier procède d'une logique politique spécifique : celle d'un répertoire de mobilisation moderne qu'ont engendré la Révolution constitutionnelle de 1906-1909, l'épisode mossaddeghiste au début des années 1950, l'entrée en résistance islamique de l'ayatollah Khomeyni en 1963, la modernisation autoritaire de la monarchie Pahlavi, la lutte nationale et anti-impérialiste, la Révolution islamique ; celle aussi que génère la République islamique elle-même, avec son idéologie, ses institutions, ses modes de socialisation, de cooptation et de protection sociale.

Le Mouvement vert s'inscrit dans un périmètre que le khomeynisme a délimité en proposant une voie de modernité à la fois proprement islamique et tributaire de l'apport intellectuel et politique de l'Occident, en particulier de son savoir, de son organisation bureaucratique, de ses idées de nation et de république. Il assume trois consensus sur lesquels repose le régime : celui de la Révolution, celui de la nation, celui de l'islam. Il est vrai que la participation inédite de la diaspora à la mobilisation politique intérieure tend à compliquer les choses : d'un côté, les expatriés, et singulièrement les exilés, injectent leur mémoire, leurs frustrations, leurs rancœurs, leurs intérêts ; d'un autre côté, leur adhésion au mouvement s'apparente à une appropriation critique d'une République qu'ils ont longtemps, pour certains d'entre eux, rejetée ou crainte. En définitive, leur ralliement aux manifestations de 2009 est une expression supplémentaire de cette recomposition souterraine du paysage politique qui, depuis plusieurs années, conduisait islamistes et laïcs, voire monarchistes, à dialoguer et à coopérer, et dont le Mouvement vert est la consécration, dans le sillage de la campagne « Un million de signatures ».

Pour le moment, le Mouvement vert est l'incarnation de l'espace public, en ce sens qu'il met en question l'autorité politique et l'équilibre des pouvoirs, promeut la nécessité du débat entre le régime et les forces sociales, élargit à tout un chacun la participation et la protestation, et qu'il vit dans sa chair la contradiction entre les intérêts particuliers et l'unanimité de la volonté générale, ou encore l'inadéquation des intérêts matériels et des opinions dans le cadre de la République islamique. Il est sans doute condamné à l'échec politique en raison de ses divisions internes et de l'inadaptation de son leadership à ses propres attentes, et ce en dehors même de la férocité de la répression. En février, l'impossibilité dans laquelle il s'est trouvé de manifester lors du trente et unième anniversaire de la Révolution a sans doute marqué son reflux. Mais il a aussi sans doute déjà réussi en transformant en profondeur le rapport de force entre la société et l'Etat. De grandes défaites peuvent cacher de grandes victoires. Mirhossein Moussavi, qui n'aurait jamais pu satisfaire les espérances de ses partisans s'il avait été élu, est devenu dans l'adversité le héros de l'un des mouvements sociaux les plus impressionnants et originaux de ces dernières décennies, rejoignant Solidarnosc et Tien Anmen au Panthéon des luttes sociales et des mobilisations politiques « par le bas ».